

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE WESTMOUNT

RÈGLEMENT 1541

**CODIFICATION ADMINISTRATIVE DU
RÈGLEMENT SUR LES DÉROGATIONS
MINEURES, TEL QUE MODIFIÉ PAR
LE RÈGLEMENT 1647.**

Cette codification administrative n'a pas été adoptée officiellement par la Ville de Westmount.

Lorsqu'il s'agit d'interpréter et/ou d'appliquer la loi, il faut se reporter au règlement original et à ses modifications.

Lors d'une séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Westmount, dûment convoquée et tenue à l'hôtel de ville le 2 juillet 2019, et à laquelle assistaient :

La mairesse / The Mayor

Les conseillers - Councillors

ATTENDU QU'un avis de motion portant sur la présentation du présent règlement a été donné au cours de la séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Westmount, dûment convoquée et tenue le 6 mai 2019 ;

ATTENDU QU'un premier projet de règlement intitulé « *RÈGLEMENT RELATIF AUX USAGES*

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
CITY OF WESTMOUNT

BY-LAW 1541

**CONSOLIDATION OF BY-LAW ON
MINOR EXEMPTIONS, AS AMENDED
BY BY-LAW 1647.**

This consolidation has not been officially adopted by the City of Westmount.

The original by-law and its amendments should be consulted for all purposes of the law.

At a regular sitting of the Municipal Council of the City of Westmount, duly called and held at City Hall on July 2, 2019, at which were present:

Christina M. Smith, présidente – Chairman

Anitra Bostock
Marina Brzeski
Mary Gallery
Kathleen Kez
Cynthia Lulham
Conrad Peart
Jeff J. Shamie

WHEREAS Notice of Motion of the presentation of this by-law was given at the regular sitting of the Municipal Council of the City of Westmount, duly called and held on May 6, 2019;

WHEREAS a first draft by-law entitled "*BY-LAW ON CONDITIONAL USES*" was adopted by resolution by

CONDITIONNELS » a été adopté par voie de résolution par le conseil municipal lors de sa séance ordinaire dûment convoquée et tenue le 6 mai 2019 ;

ATTENDU QUE le conseil municipal a dûment convoqué et tenu, le 23 mai 2019, une assemblée de consultation publique portant sur ledit premier projet de règlement ;

ATTENDU QU'un second projet de règlement intitulé « *RÈGLEMENT RELATIF AUX USAGES CONDITIONNELS* » a été adopté par voie de résolution par le conseil municipal lors de sa séance ordinaire dûment convoquée et tenue le 3 juin 2019 ;

Il est ordonné et statué par le règlement 1541 intitulé « *RÈGLEMENT RELATIF AUX USAGES CONDITIONNELS* » que :

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 DOMAINE D'APPLICATION

L'usage ou la modification de l'usage d'une construction ou d'une partie de construction non autorisé au règlement de zonage de la Ville de Westmount peut se faire conformément aux dispositions du présent règlement.

ARTICLE 2 RENOIS

Tous les renvois à un autre règlement contenus dans le règlement sont ouverts, c'est-à-dire qu'ils s'étendent à toute modification que pourrait subir le règlement faisant l'objet du renvoi postérieurement à l'entrée en vigueur du règlement.

ARTICLE 3 TERMINOLOGIE

the Municipal Council of the City of Westmount at its regular sitting duly called and held on May 6, 2019;

WHEREAS the Municipal Council duly called and held on May 23, 2019, a public consultation meeting on said first draft by-law;

WHEREAS a second draft by-law entitled "*BY-LAW ON CONDITIONAL USES*" was adopted by resolution by the Municipal Council of the City of Westmount at its regular sitting duly called and held on June 3, 2019;

It is ordained and enacted by By-law 1541, entitled "*BY-LAW ON CONDITIONAL USES*" that:

CHAPTER 1 – GENERAL PROVISIONS

SECTION 1 SCOPE OF APPLICATION

The use or modification of the use of a building or part of a building not authorized in the City of Westmount's zoning by-law, may be made in accordance with the provisions of this by-law.

SECTION 2 REFERENCES

All references to another by-law contained in the by-law are open, meaning that they extend to any amendment made to the by-law being referred to after the by-law comes into force.

SECTION 3 TERMINOLOGY

Pour l'interprétation du règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent et sous réserve des définitions ci-dessous, tout mot ou expression a le sens qui lui est attribué au règlement de zonage de la Ville de Westmount.

Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« comité » : le comité consultatif d'urbanisme de Westmount ;

« conseil » : le conseil municipal de Westmount ;

« établissement » : un espace utilisé pour l'exploitation d'un usage, excluant un logement ;

« terrain » : un lot, une partie de lot ou un ensemble de lots formant une seule propriété.

<p style="text-align: center;">ARTICLE 4 ADMINISTRATION ET APPLICATION DU RÈGLEMENT</p>
--

L'administration et l'application du présent règlement sont confiées à tout cadre et tout employé du Service de l'aménagement urbain de la Ville à titre d'« autorité compétente ».

Les pouvoirs de l'autorité compétente inscrits au règlement d'urbanisme portant sur les permis et certificats s'appliquent au présent règlement en les adaptant.

L'autorité compétente est autorisée à délivrer un constat d'infraction pour toute contravention au présent règlement et cela notamment pour toute déviation des usages autorisés ainsi que des conditions, des plans et des devis liés à une résolution du conseil émise en vertu du présent règlement.

For the interpretation of the by-law, unless the context indicates otherwise and subject to the definitions below, any word or expression has the meaning attributed to it in the City of Westmount's zoning by-law.

In this by-law, the following words mean:

"Committee": the Westmount Planning Advisory Committee;

"Council": the City of Westmount's Municipal Council;

"establishment": a space used for the exploitation of a use, excluding a dwelling;

"land": a lot, part of a lot or a set of lots forming a single property.

<p style="text-align: center;">SECTION 4 ADMINISTRATION AND APPLICATION OF THE BY-LAW</p>
--

The administration and enforcement of the present by-law are entrusted to any manager or employee of the City's Urban Planning Department as the "authority having jurisdiction."

The powers of the authority having jurisdiction set out in the urban planning permits and certificates by-law apply to the present by-law, with the necessary adaptations.

The authority having jurisdiction is authorized to issue a statement of offense for any violation of the present by-law, in particular for any deviation from authorized uses and from the conditions, plans, and specifications related to a Council resolution issued under the present by-law.

L'autorité compétente assiste le secrétaire du Comité désigné au règlement constituant le comité consultatif d'urbanisme dans la procédure requise au chapitre 2 du présent règlement.

The authority having jurisdiction shall assist the Secretary of the Committee designated in the by-law establishing the Planning Advisory Committee with the procedure required under Chapter 2 of the present by-law.

L'autorité compétente doit accompagner les membres du Comité demandant à faire la visite de l'immeuble faisant l'objet d'une requête d'autorisation officielle visée par le présent règlement. Selon les dispositions du règlement d'urbanisme sur les permis et certificats de la Ville, dans le cadre de la visite demandée par des membres du Comité, ces derniers sont considérés comme des personnes dûment mandatés par l'autorité compétente à l'accompagner pour visiter et inspecter à toute heure raisonnable tout immeuble, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, afin que soit respectée la réglementation d'urbanisme de la Ville.

The authority having jurisdiction must accompany the members of the Committee requesting to visit the building that is the subject of an official authorization request covered by the present by-law. In accordance with the provisions of the City's urban planning permits and certificates by-law, in the context of the visit requested by Committee members, the latter are considered to be persons duly authorized by the authority having jurisdiction to accompany it to visit and inspect, at any reasonable hour, both the interior and the exterior of any building, in order to ensure compliance with the City's zoning regulations.

(Règlement 1647)

(By-law 1647)

CHAPITRE 2 – TRAITEMENT D'UNE DEMANDE D'USAGE CONDITIONNEL

CHAPTER 2 – PROCESS FOR AN APPLICATION FOR CONDITIONAL USE

**ARTICLE 5
TRANSMISSION D'UNE DEMANDE**

**SECTION 5
TRANSMISSION OF AN APPLICATION**

Une demande visant l'approbation d'un usage conditionnel doit être transmise par le requérant ou son mandataire autorisé à l'autorité compétente. Elle doit être signée par le requérant ou son mandataire autorisé et être accompagnée des renseignements et documents exigés au présent règlement.

An application for approval of a conditional use must be sent by the applicant or his authorized representative to authority having jurisdiction. It must be signed by the applicant or his authorized representative and be submitted with the information and documents required under this by-law.

(Règlement 1647)

(By-law 1647)

**ARTICLE 6
RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS EXIGÉS POUR UNE DEMANDE D'USAGE CONDITIONNEL**

**SECTION 6
INFORMATION AND DOCUMENTS REQUIRED FOR A CONDITIONAL USE APPLICATION**

1° Toute demande visant l'approbation d'un usage conditionnel doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- a) Les nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du propriétaire et, le cas échéant, de l'occupant, du requérant ou de son mandataire désigné, s'ils sont différents du propriétaire ;
- b) L'adresse et le numéro cadastral de l'immeuble visé par la demande. Dans le cas d'une demande visant le domaine public, l'adresse du bâtiment le plus près ;
- c) L'usage existant et l'usage projeté du terrain ou du bâtiment ou de la partie de terrain ou de bâtiment visé par la demande ;
- d) Le titre de propriété ou de location ou une preuve d'intention d'achat ou de location de l'immeuble visé par la demande ;
- e) Une lettre de procuration établissant le mandat de toute personne autorisée à agir au nom du propriétaire dans le cas où le requérant diffère du propriétaire et que ce dernier n'a pas signé la présente demande ;
- f) Un écrit exposant les motifs de la demande et une description de l'installation proposée ;
- g) Un plan de cadastre du terrain, un certificat de localisation et un plan d'implantation, montrant les superficies visées par la demande ;
- h) Le plan de construction ou de transformation du bâtiment, le cas échéant ;

1° An application for approval of a conditional use must include the following information and documents:

- a) The first and last names, address and telephone number of the landowner and, if applicable, of the occupant, the applicant or his designated representative, if different from the landowner;
- b) The address and cadastral number of the immovable concerned by the application. In the case of an application concerning the public domain, the address of the nearest building;
- c) The existing and proposed use of the land or building, or part of the land or building covered by the application;
- d) The deed of ownership or lease, or proof of intent to purchase or lease, of the building concerned by the application;
- e) A letter of power of attorney establishing the mandate of any person authorized to act on behalf of the owner in the event that the applicant is not the landowner and that the owner has not signed this application;
- f) A written statement of the reasons for the application and a description of the proposed installation;
- g) A land registry plan, a certificate of location and a site plan, indicating the areas covered by the application;
- h) The construction or transformation plan of the building, if applicable;

- i) Les aménagements paysagers existants ou projetés, lorsqu'une modification est prévue ;
- j) Les délais et les phases de réalisation projetés ;
- k) Les frais exigibles en vertu du règlement visant à établir les tarifs pour l'exercice financier de l'année en cours;
- l) Tout autre document nécessaire pour la bonne compréhension du projet.

- i) The existing or planned landscape, when a modification is planned;
- j) The planned timelines and implementation phases;
- k) The fees payable in accordance with the by-law to establish tariffs for the current fiscal year;
- l) Any other document necessary for a proper understanding of the project.

**ARTICLE 7
SUSPENSION DE LA DEMANDE**

Si les renseignements et documents exigés à l'article 6 sont incomplets ou imprécis, la demande est suspendue jusqu'à ce que les renseignements et documents nécessaires soient fournis par le requérant. La demande d'autorisation est considérée comme étant dûment complétée à la date où tous les documents et renseignements requis par l'officier responsable sont produits au directeur.

Lorsque la demande est dûment complétée, l'autorité compétente la transmet au comité. Les documents produits en application du présent règlement demeurent la propriété de la Ville.

(Règlement 1647)

**ARTICLE 8
CADUCITÉ D'UNE DEMANDE**

À défaut par le requérant de produire les documents visés à l'article 6 dans un délai d'au plus 90 jours, la demande d'autorisation devient caduque. Ce délai commence à courir à la date du dépôt initial de la demande.

Dans le cas où la demande deviendrait caduque, les documents fournis par le requérant lui sont

**SECTION 7
SUSPENSION OF THE APPLICATION**

If the information and documents required by Section 6 are incomplete or imprecise, the application is suspended until the necessary information and documents are provided by the applicant. The application for authorization is considered to be duly completed on the date on which all documents and information required by the official in charge are submitted to the Director.

When the application is duly completed, the authority having jurisdiction forwards it to the Committee. Documents produced pursuant to this by-law remain the property of the City.

(By-law 1647)

**SECTION 8
LAPSE OF AN APPLICATION**

If the applicant fails to produce the documents referred to in Section 6 within a period of not more than 90 days, the application for authorization lapses. This period begins on the date of the initial filing of the application.

In the event that the application lapses, the documents provided by the applicant are

remis; toutefois, les frais payés sont conservés par la Ville.

**ARTICLE 9
EXAMEN PAR LE COMITÉ**

Le comité examine la demande et vérifie si elle répond aux critères applicables et transmet une recommandation au conseil.

S'il le juge à propos dans le cadre de son analyse, le comité consultatif d'urbanisme peut exiger à toute heure raisonnable la tenue d'une rencontre avec le requérant ou encore la visite tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'immeuble visé en compagnie de l'autorité compétente.

(Règlement 1647)

**ARTICLE 10
AVIS PUBLIC**

Le greffier, au moins 15 jours avant la tenue de la séance où le conseil doit statuer sur une demande d'autorisation d'un usage conditionnel, annonce la date, l'heure et lieu de la séance, la nature de la demande et le droit de toute personne intéressée de se faire entendre relativement à la demande lors de la séance au moyen d'un avis public donné conformément à la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et d'une affiche ou d'une enseigne placée dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande.

L'avis situe l'immeuble visé par la demande en utilisant la voie de circulation et le numéro d'immeuble ou, à défaut, le numéro de cadastre de l'immeuble.

**ARTICLE 11
EXAMEN PAR LE CONSEIL**

returned to the applicant; however, the fees paid are retained by the City.

**SECTION 9
REVIEW BY THE COMMITTEE**

The Committee reviews the application and verifies that it meets the applicable criteria and provides a recommendation to Council.

If it deems it appropriate in the context of its analysis, the Planning Advisory Committee may, at any reasonable time, require a meeting with the applicant or a visit of both the exterior and the interior of the building in question, accompanied by the authority having jurisdiction.

(By-law 1647)

**SECTION 10
PUBLIC NOTICE**

The City Clerk, at least 15 days before the day on which Council is to decide on an application for authorization of a conditional use, announces the date, time and place of the meeting, the nature of the application and the right of any interested person to be heard with respect to the application at the meeting, by means of a public notice given in accordance with the *Cities and Towns Act* (CQLR, chapter C-19) and a poster or sign placed in a prominent location in the area concerned by the application.

The notice identifies the property concerned by the application by using the traffic lane and the property number or, otherwise, the cadastral lot number of the immovable.

**SECTION 11
REVIEW BY THE COUNCIL**

Le conseil accorde ou refuse la demande d'usage conditionnel présentée conformément au présent règlement.

La résolution par laquelle le conseil accorde la demande d'usage conditionnel prévoit toute condition, eu égard aux compétences de la municipalité, qui doit être remplie relativement à l'implantation ou à l'exercice de l'usage.

La résolution par laquelle le conseil refuse la demande précise les motifs du refus.

**ARTICLE 12
TRANSMISSION DE LA DÉCISION DU CONSEIL**

Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution, le greffier en transmet une copie certifiée conforme à l'auteur de la demande.

**ARTICLE 13
MODIFICATION DE L'OBJET DE
L'AUTORISATION**

Le non-respect des conditions imposées dans la résolution autorisant un usage conditionnel entraîne la nullité de celle-ci.

**ARTICLE 14
PERMIS ET CERTIFICATS**

Sur présentation d'une copie certifiée conforme de la résolution par laquelle le conseil accorde la demande d'autorisation d'usage conditionnel, l'autorité compétente délivre le permis ou le certificat si les conditions prévues à la réglementation d'urbanisme sont remplies, sous réserve de toute condition devant être remplie au moment de l'émission du permis ou du certificat et de toute condition devant être remplie en vertu de la résolution du conseil accordant la demande d'usage conditionnel.

(Règlement 1647)

Council grants or refuses the application for conditional use submitted in accordance with this by-law.

The resolution by which Council grants the application for conditional use sets out any conditions, within the jurisdiction of the municipality that must be met with respect to the implementation or exercise of the use.

The resolution by which Council refuses the application specifies the reasons for the refusal.

**SECTION 12
TRANSMISSION OF THE COUNCIL'S DECISION**

As soon as possible after the adoption of the resolution, the City Clerk sends a certified copy to the author of the application.

**SECTION 13
MODIFICATION TO THE OBJECT
OF THE AUTHORIZATION**

Failure to comply with the conditions imposed in the resolution authorizing a conditional use renders the resolution null.

**SECTION 14
PERMITS AND CERTIFICATES**

Upon presentation of a certified copy of the resolution by which Council grants the application for conditional use authorization, authority having jurisdiction issues the permit or certificate if the conditions prescribed in the Urban Planning by-laws are met, subject to any conditions that must be met at the time the permit or certificate is issued and any conditions that must be met in accordance with the Council's resolution granting the application for conditional use.

(By-law 1647)

**CHAPITRE 3 – USAGES CONDITIONNELS ET
CRITÈRES D'ÉVALUATION**

**SECTION 1 : USAGES ASSOCIÉS À UN LIEU DE
CULTE**

**ARTICLE 15
ZONES D'APPLICATION**

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux zones suivantes :

CO-04-04, CO-04-05, CO-15-04, CO-19-04, CO-21-04, CO-21-08, CO-22-03, CO-23-06, CO-23-07, CO-24-02, CO-25-03 et CO-30-05.

**ARTICLE 16
USAGES CONDITIONNELS POUVANT
ÊTRE AUTORISÉS**

Les usages suivants, tels que énumérés à l'annexe A.1, peuvent être autorisés comme usages conditionnels, et ce, même si la grille de la zone ne prévoit pas cet usage de manière précise :

- a) C.1.1 Services professionnels
- b) C.1.2 Services médicaux et de soins de santé
- c) C.1.3 Administration et services aux entreprises ou aux particuliers
- d) C.1.4 Services financiers et connexes
- e) C.1.5 Club privé et organisme communautaire ou à but non-lucratif
- f) C.1.6 Organisme gouvernemental ou paragouvernemental
- g) C.2.1 Service et vente au détail répondant aux besoins courants des résidents
- h) C.3.3 Services personnels
- i) C.3.5 Services publics
- j) C.3.6 Culture physique

**CHAPTER 3 – CONDITIONAL USES AND
EVALUATION CRITERIA**

**DIVISION 1: USES ASSOCIATED WITH A HOUSE
OF WORSHIP**

**SECTION 15
ZONES OF APPLICATION**

The provisions of this Division apply to the following zones:

CO-04-04, CO-04-05, CO-15-04, CO-19-04, CO-21-04, CO-21-08, CO-22-03, CO-23-06, CO-23-07, CO-24-02, CO-25-03 et CO-30-05.

**SECTION 16
CONDITIONAL USES THAT CAN BE
AUTHORIZED**

The following uses, *as listed in Schedule A.1*, can be authorized as conditional uses, even if the table for the zone does not specifically provide for the use :

- a) C.1.1 Professional services
- b) C.1.2 Medical services and health care
- c) C.1.3 Administration and commercial or personal services business
- d) C.1.4 Financial services and related services
- e) C.1.5 Private club and community or non-profit organization
- f) C.1.6 Governmental or paragonovernmental agency
- g) C.2.1 Service and retail store for residential needs
- h) C.3.3 Personal services store
- i) C.3.5 Public services
- j) C.3.6 Fitness clubs and services

- k) C.3.7 Culturel, social et communautaire
- l) Bâtiment municipal
- m) Centre d'accueil
- n) Établissement d'enseignement
- o) Cégep, université
- p) Musée

- k) C.3.7 Cultural, social and community
- l) Municipal building
- m) Nursing home
- n) Teaching establishment
- o) Cegep, university
- p) Museum

**ARTICLE 17
CONDITIONS APPLICABLES**

Un usage conditionnel ne peut être autorisé en vertu de cette section que s'il est aménagé dans un immeuble dont une partie est occupée par un usage de culte. Le culte doit être un usage actif pour autoriser le maintien de l'usage conditionnel ;

Dans la partie de l'immeuble occupée par le culte ou les espaces conçus pour le culte (nef, sanctuaire, ou autres espace dédié aux célébrations et aux rassemblements religieux), seuls les usages ne nécessitant pas de transformations physiques permanentes peuvent être autorisés à titre d'usage conditionnel ;

Aucun entreposage ou étalage extérieur ne sont autorisés ;

Malgré toute disposition contraire du présent règlement, une (1) seule enseigne répertoire d'une superficie maximale de 1,20 mètre carré est autorisée pour l'affichage de l'ensemble des usages non liés au culte présents sur un même terrain ;

Malgré toute disposition contraire du présent règlement, un usage conditionnel n'a pas pour effet de modifier le nombre minimal de cases de stationnement devant être établi sur le terrain et n'affecte pas les droits acquis en cette matière.

**ARTICLE 18
CRITÈRES D'ÉVALUATION APPLICABLES**

**SECTION 17
APPLICABLE REQUIREMENTS**

A conditional use can only be authorized in accordance to this Division if it is located in a building of which a portion is occupied by a worship use. Worship must be an active use to authorize the preservation of conditional use;

In the part of the building occupied by the worship or the spaces designed for worship (nave, sanctuary, or other space dedicated to religious celebrations and gatherings), only uses that do not require permanent physical transformations may be authorized as a conditional use;

No storage or outdoor display is authorized;

Notwithstanding any provision to the contrary in this by-law, only one (1) directory sign with a maximum surface area of 1.20 square metres is authorized for the display of all non-worship uses on the same land;

Notwithstanding any provision to the contrary in this by-law, a conditional use does not have the effect of modifying the minimum number of parking spaces to be established on the property and does not affect the acquired rights in this regard.

**SECTION 18
APPLICABLE EVALUATION CRITERIA**

L'évaluation d'une demande d'autorisation d'un usage conditionnel visé à la présente section doit être faite en considérant les critères suivants :

- a) Les besoins en services de voisinage du secteur : l'usage conditionnel projeté permet de combler un besoin du quartier en terme d'emplois ou de services de proximité accessibles en transports actifs ;
- b) L'impact de l'usage sur la quiétude du milieu environnant : l'usage conditionnel projeté doit être compatible avec la quiétude du milieu environnant, en tenant compte notamment de la nature des activités, de sa superficie de plancher, du nombre d'employés, des heures d'ouverture et d'achalandage prévues. En particulier, l'émission d'odeurs, de lumière, de bruit et de toutes autres nuisances pouvant être générées par le projet doit être limitée ;
- c) L'intégrité architecturale du bâtiment : la nature des modifications apportées à une construction existante pour accueillir l'usage conditionnel ne doit pas porter atteinte aux caractéristiques architecturales du bâtiment tant extérieure qu'intérieure ;
- d) La qualité de l'intégration architecturale du projet : toute modification apportées à une construction existante pour accueillir l'usage conditionnel doit être compatible avec le milieu environnant en préservant ou mettant en valeur le caractère d'ensemble du secteur ;

The evaluation of an application for authorization of a conditional use referred to in this Division must be made considering the following criteria:

- a) The needs for neighbourhood services in the area: the proposed conditional use makes it possible to meet a need in the neighbourhood in terms of jobs or local services accessible by active transportation;
- b) The impact of the use on the tranquility of the surrounding environment: the proposed conditional use must be compatible with the tranquility of the surrounding environment, taking into account, in particular, the nature of the activities, its floor area, the number of employees, the expected opening hours and traffic. In particular, the emission of odours, light, noise and any other nuisance that may be generated by the project must be limited;
- c) The architectural integrity of the building: the nature of the modifications to an existing building to accommodate the conditional use must not affect the architectural characteristics of the building, both exterior and interior;
- d) The quality of the architectural integration of the project: any modification to an existing building in order to accommodate the conditional use must be compatible with the surrounding environment while preserving or enhancing the overall character of the area;

e) L'aménagement du terrain: les accès piétonniers et véhiculaires existants et projetés doivent être aménagés en respect du milieu d'insertion ;

f) La disponibilité en stationnement: le nombre de cases de stationnement sur le domaine privé ou disponible sur rue permet de répondre adéquatement aux besoins de l'usage sans compromettre les besoins des occupants d'habitations du voisinage.

e) Land development: the existing and planned pedestrian and vehicular access must be laid in a way that respects the integration environment;

f) Parking availability: the number of parking spaces on a private property or available on the street makes it possible to adequately meet the needs of the use without compromising the needs of occupants of the dwellings in the neighbourhood.

CHAPITRE 4 – DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES		CHAPTER 4 – TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS
--	--	--

ARTICLE 19.0		SECTION 19.0
---------------------	--	---------------------

PENALITÉS		PENALTY
------------------	--	----------------

L'autorité compétente est autorisée à délivrer un constat d'infraction pour toute contravention au présent règlement.

The authority having jurisdiction is authorized to issue a statement of offense for any violation of these the present by-law.

Les situations suivantes constituent également des infractions au présent règlement et sont passibles d'une amende distincte aux termes du présent article :

The following situations also constitute violations of the present by-law and are subject to a separate fine under the terms of this section:

1. Le fait pour une personne, par ses faits et gestes, de participer, de permettre ou de tolérer que l'on contrevienne à une disposition du présent règlement ;
2. Le fait pour une personne de conseiller, d'encourager, d'ordonner, de solliciter ou d'inciter une autre personne à faire une chose qui constitue une infraction ou qui commet ou omet de faire une

1. The act of a person, through their actions, participating in, allowing, or tolerating a violation of a provision of the present by-law;
2. The act of advising, encouraging, ordering, soliciting, or inciting another person to do something that constitutes an offense, or committing or omitting to do something that has the effect of

- chose qui a pour effet d'aider une autre personne à commettre une infraction ;
3. Le fait pour une personne de causer, tolérer ou laisser subsister une infraction à une disposition du présent règlement.

Constitue une infraction au présent règlement le fait de refuser de laisser l'autorité compétente (ou tout membre du comité consultatif d'urbanisme mandaté par elle pour l'accompagner) visiter et examiner, à toute heure raisonnable l'immeuble dont elle est propriétaire, locataire, occupant ou mandataire pour constater si ce règlement y est respecté.

Aux fins du précédent alinéa, constitue également une infraction au présent règlement le fait de refuser, suivant une signification préalable de 48 heures, l'installation par l'autorité compétente d'un équipement ou d'un appareil de mesure sur un immeuble ou encore la transmission intégrale et non modifiée des données ainsi recueillies à la demande de l'autorité compétente. Dans le cas d'un danger imminent, le délai de 48 heures peut être ignoré.

Toute infraction au présent règlement ainsi que toute déviation aux instructions de la résolution du conseil émise en vertu du présent règlement sont passibles d'une amende de 1 000 \$ pour une personne physique et 2 000 \$ pour une personne morale.

En plus des pénalités prévues au présent chapitre et de tout autres recours prévus au présent règlement, toute utilisation du sol ou toute construction incompatible avec une résolution du conseil municipal émise en vertu du présent règlement peut faire l'objet de tout recours civil, pénal ou prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) pour sanctionner ou faire cesser toute contravention à la réglementation.

(Règlement 1647)

helping another person commit an offense;

3. The fact that a person causes, tolerates, or allows an infringement of a provision of the present by-law to continue.

It is an offense under this by-law to refuse to allow the authority having jurisdiction (or any member of the Planning Advisory Committee designated to accompany it) to visit and inspect, at any reasonable time, the building of which one is the owner, tenant, occupant, or agent, in order to ascertain whether this by-law is being complied with.

For the purposes of the preceding paragraph, it shall also constitute a violation of this by-law to refuse, after 48 hours' prior notice, the installation by the authority having jurisdiction of equipment or measuring devices on a building or the complete and unaltered transmission of the data thus collected at the request of the authority having jurisdiction. In the event of imminent danger, the 48-hour period may be disregarded.

Any violation of the present by-law, as well as any deviation from the instructions of the Council resolution issued under the present by-law, is punishable by a fine of \$1,000 for a physical person and \$2,000 for a legal person.

In addition to the penalties provided for in this chapter and any other recourse provided for in this by-law, any land use or construction that is inconsistent with a Municipal Council resolution issued under this by-law may be subject to any civil, criminal, or other remedy provided for in the *Act respecting land use planning and development* (CQLR, c. A-19.1) to penalize or stop any violation of the regulations.

(By-law 1647)

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

This by-law comes into force according to law.

Christina M. Smith
Mairesse / Mayor

Nicole Dobbie
Greffière adjointe de la Ville /
Assistant City Clerk